

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 31 août 2021

ADAM Bernard, *Les attentats du 11 septembre 2001 et l'Arabie saoudite*, Éclairage du GRIP, 31 août 2021, Bruxelles.

<https://www.grip.org/les-attentats-du-11-septembre-2001-et-larabie-saoudite>



Les attentats du 11 septembre 2001 et l'Arabie saoudite

Bernard Adam

31 août 2021

De nombreuses zones d'ombre subsistent encore aujourd'hui sur le rôle exact de l'Arabie saoudite dans les attentats du 11 septembre 2001. Plusieurs éléments relient les personnes impliquées dans les attentats et certains responsables ou personnalités saoudiens, de manière directe ou indirecte.

En toile de fond, il faut relever la position dominante d'une interprétation rigoriste de l'Islam parmi les dirigeants politiques et religieux saoudiens. Ils sont partisans d'un islam sunnite wahabite et salafiste. Cela a deux implications majeures. Au plan intérieur une organisation de la société saoudienne assez répressive et très peu démocratique, notamment concernant les droits de la femme et leur conception des droits de l'homme. Au plan extérieur, le financement par certains dignitaires du régime saoudien de plusieurs groupes fondamentalistes et extrémistes wahabites ou salafistes principalement installés dans des pays musulmans, dont certains ont réalisé des actions armées contre les populations ou les autorités locales, aboutissant parfois à la création de réseaux terroristes¹.

Ben Laden, proche de la CIA, puis ennemi des États-Unis²

Lorsqu'il a 22 ans, en 1979, Oussama Ben Laden est contacté par le prince Turki al-Fayçal, alors chef des services secrets de l'Arabie saoudite (de 1977 à 2001) et fils de l'ancien roi saoudien Fayçal ben Abdelaziz Al Saoud (de 1964 à 1975). Le chef des services secrets lui demande d'organiser le départ des volontaires pour l'Afghanistan pour lutter contre les forces militaires soviétiques qui viennent d'envahir le pays. Sur place, Ben Laden finira par prendre la tête d'une organisation de combattants anti-soviétiques, les *Moudjahidines*, qui sont soutenus et armés par la CIA.

Jusqu'au départ des Soviétiques de l'Afghanistan en 1989, Ben Laden est actif à la tête de cette organisation de *Moudjahidines*. Celle-ci deviendra progressivement un groupe logistique djihadiste international, et plus tard, Al-Qaïda.

Pendant toute cette période, Ben Laden retournera régulièrement en Arabie saoudite pour rendre compte des activités des *Moudjahidines* au prince Turki al-Fayçal et à la CIA.

De retour en Arabie saoudite en 1989, il y est considéré comme un héros. Mais lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, c'est la rupture avec le roi Fahd, qui refuse d'utiliser la milice de Ben Laden pour défendre l'Arabie saoudite contre une éventuelle invasion par les troupes irakiennes, et qui préfère accueillir les troupes américaines sur son territoire.

En 1991, Ben Laden quitte l'Arabie saoudite et s'allie à des opposants au régime saoudien installés en Iran et en Syrie. Interdit de séjour en Arabie saoudite, il vivra au Soudan de 1992 à 1996. L'Arabie saoudite le prive de sa nationalité en 1994, mais il reste en relation avec plusieurs membres de la famille royale saoudienne et des forces de sécurité, divisés sur la position à avoir avec Ben Laden.

Jusqu'à la moitié des années 1990, Ben Laden continuera de jouir d'une image positive notamment dans les médias européens pour son rôle joué contre les Soviétiques en Afghanistan³.

En 1998, Ben Laden lance un appel à attaquer les intérêts américains partout dans le monde et se réfugie en Afghanistan dirigé par les Talibans depuis 1996. Il a été considéré par les États-Unis comme le responsable des attentats à la bombe contre les ambassades américaines au Kenya (213 morts) et en Tanzanie (11 morts) le 7 août 1998.

Ben Laden a revendiqué à plusieurs reprises être le concepteur et l'organisateur des attentats du 11 septembre 2001.

Fait troublant, parmi les dix-neuf terroristes qui ont perpétré les attentats, quinze étaient de nationalité saoudienne. Les autres étaient deux Émiratis, un Égyptien et un Libanais.

Les 28 pages du rapport de la commission d'enquête du Congrès de décembre 2002

Une commission d'enquête parlementaire réunissant le Sénat et la Chambre américains a terminé ses travaux en décembre 2002. Son rapport contenait notamment une section de 28 pages qui ont été classées « secret-défense » et qui évoquaient des liens entre les pirates de l'air et l'Arabie saoudite.

En 2012, dans le cadre d'une enquête judiciaire, deux anciens sénateurs démocrates qui avaient été membres des commissions du Sénat sur les attentats du 11 septembre ont précisé leur position. Bob Graham, l'ancien sénateur de Floride qui a présidé le comité du renseignement du Sénat et qui était l'auteur principal de ces 28 pages non divulguées, a affirmé être « *convaincu qu'il y avait un lien direct entre au moins certains des terroristes qui ont perpétré les attentats du 11 septembre et le gouvernement d'Arabie saoudite* ». L'ancien sénateur du Nebraska, Bob Kerrey, a estimé que « *des questions importantes restaient sans réponse, des éléments sur l'implication plausible d'agents présumés du gouvernement saoudien dans les attentats du 11 septembre n'ont jamais été complètement poursuivis* »⁴.

Après les demandes de déclassification des 28 pages du rapport de 2002 par plusieurs parlementaires, le président Obama autorisa leur publication le 15 juillet 2016. On pouvait y lire que les agences américaines de renseignement n'ont pas pu « *identifier de manière définitive* » les liens avec l'Arabie saoudite. En revanche, le rapport indique « *alors qu'ils se trouvaient aux États-Unis, quelques-uns des pirates de l'air du 11 Septembre ont été en contact, ou ont reçu soutien ou assistance d'individus qui pourraient être en lien avec le gouvernement saoudien* ».

À la suite de cette publication, le ministre saoudien des Affaires étrangères a déclaré au cours d'une conférence de presse à Washington que « *le dossier est clos* » et qu'il espérait « *qu'avec la publication de ces pages, le dénigrement dont le royaume d'Arabie saoudite a été victime ces quatorze dernières années va cesser* »⁵.

Le témoignage de Zacaria Moussaoui

En février 2015, le *New York Times* révèle le contenu de déclarations du Français Zacarias Moussaoui⁶. Celui-ci fut arrêté par le FBI aux États-Unis le 16 août 2001, en raison de son comportement curieux lorsqu'il suivait des cours de pilotage à la *Panam Flight Academy*. Il avait déclaré aux instructeurs qu'il voulait simplement faire voler un avion de ligne, sans le faire décoller ou atterrir. Moussaoui est le seul terroriste survivant du 11 Septembre, puisqu'il était censé participer à l'opération qu'il préparait. Il fut condamné à une peine de prison à vie le 4 mai 2006.

Selon le *New York Times*, ces déclarations ont été faites lors d'une audition réalisée par des magistrats d'une cour fédérale de New York dans le cadre d'une plainte contre l'Arabie saoudite, déposée par certaines familles des victimes du 11 Septembre⁷. Moussaoui a indiqué aux juges que pendant qu'il suivait un entraînement dans un camp d'Al-Qaïda en 1998, le responsable des affaires islamiques à l'ambassade d'Arabie saoudite à Washington est venu lui parler de la faisabilité de tirer un missile sol-air Stinger contre l'avion du président des États-Unis. Ce diplomate était supposé l'aider à trouver un emplacement permettant de tirer sur l'avion et de s'enfuir avant que les forces de sécurité aient le temps d'intervenir.

Moussaoui déclara également qu'en 1998, il constitua une base de données répertoriant les financements acquis par Al-Qaïda. C'est ainsi qu'il enregistra des dons provenant du prince Turki Al-Faycal, chef des services secrets saoudiens, du prince Bandar Ben Sultan, ambassadeur saoudien à Washington, ou du prince Al-Walid Ben Talal, un des plus riches financiers saoudiens, proche de la famille royale.

Dès la publication des déclarations de Moussaoui, l'ambassade d'Arabie saoudite à Washington publia un communiqué indiquant que « *Moussaoui est un dérangé et n'apporte aucune preuve* ».

Une révélation accidentelle du FBI

Fin septembre 2016, malgré le veto du président Obama, le Sénat américain vote une loi par 97 voix contre 1, autorisant les parents des victimes du 11 Septembre à poursuivre l'Arabie saoudite pour son implication présumée dans les attentats⁸.

Auparavant, le gouvernement saoudien avait tenté d'empêcher ce vote en menaçant de vendre les 750 milliards de dollars de bons du Trésor américains qu'il détenait. La Maison-Blanche avait aussitôt répliqué en mettant en garde contre les désordres que cela provoquerait⁹.

En mai 2020, le site *Yahoo News* révèle que dans le cadre d'un procès intenté par des familles des victimes, désormais autorisé par la loi votée par le Sénat en 2016, un haut-fonctionnaire du FBI a révélé accidentellement le nom d'un responsable de l'ambassade saoudienne à Washington ayant fourni un soutien à deux des pirates de l'air du 11 Septembre¹⁰.

Au cours de ce procès, le FBI a dû présenter à un juge un rapport sur l'implication éventuelle des Saoudiens dans le financement ou l'aide aux terroristes d'Al Qaïda pour la réalisation des attentats du 11 septembre 2001. Dans ce rapport le nom de Mussaed Ahmed al-Jarrah, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères saoudien en poste à l'ambassade d'Arabie saoudite en 1999 et 2000, était censé être bloqué et ne pas apparaître. Mais à la suite d'une erreur technique, ce nom est apparu à un seul endroit. Le FBI reconnut par la suite qu'il s'agissait bien d'une erreur.

Dans ce rapport du FBI, il est précisé que l'Arabie saoudite était une source de financement principale pour Al-Qaïda, provenant « *d'individus riches et d'organisations caritatives corrompues* ». Cependant, l'implication du gouvernement saoudien n'a pas pu être établie¹¹.

En 2020, dans le cadre du procès intenté par les familles des victimes, un juge américain a ordonné au gouvernement saoudien de pouvoir interroger 24 responsables actuels ou anciens, dont un ancien ambassadeur saoudien aux États-Unis, afin de vérifier si les Saoudiens ont fourni une assistance aux terroristes du 11 Septembre¹².

Vers une déclassification de documents prouvant l'implication de l'Arabie saoudite ?

En juillet 2021, le porte-parole des victimes du 11 Septembre, Bert Eagleson, déclara qu'il demandait une nouvelle fois que les autorités américaines puissent déclassifier des documents prouvant qu'il existe bien des liens entre l'Arabie saoudite et les terroristes du 11 Septembre. Les responsables américains n'ont jamais contesté l'existence de ces documents, mais ils refusent de les rendre publics indiquant qu'ils sont trop sensibles pour la sécurité nationale¹³.

Le 6 août 2021, 1 700 personnes directement touchées par les attentats du 11 Septembre ont signé une lettre adressée au président Biden lui demandant de ne pas participer aux commémorations du vingtième anniversaire du 11 Septembre, à moins qu'il ne publie les documents classifiés. La lettre indique : « *Le ministère de la Justice et le FBI ont activement cherché à garder ces informations secrètes et à empêcher le peuple américain d'apprendre toute la vérité sur les attentats (...). Depuis la conclusion de la Commission sur le 11 Septembre en 2004, de nombreuses preuves*

d'enquête ont été découvertes, impliquant des responsables du gouvernement saoudien dans le soutien aux attaques ».

Le même jour, Jen Psaki, l'attaché de presse de la Maison-Blanche, déclare qu'au cours des dernières semaines, des responsables de la Maison-Blanche ont assisté à plusieurs réunions avec des représentants des familles des victimes.

Le 9 août 2021, le ministère américain de la Justice a annoncé qu'il réexaminerait les documents secrets du gouvernement des États-Unis sur les attentats d'Al-Qaïda du 11 septembre 2001, dans le but de diffuser davantage d'informations au public.

Le même jour, le président Biden déclare dans un communiqué : *« Comme je l'ai promis pendant ma campagne, mon administration s'est engagée à assurer le maximum de transparence en vertu de la loi et à adhérer aux directives rigoureuses émises pendant l'administration Obama-Biden sur l'invocation du privilège des secrets d'État (...). Dans cette veine, je salue la décision du ministère de la Justice aujourd'hui, qui s'engage à procéder à un nouvel examen des documents pour lesquels le gouvernement a précédemment revendiqué des privilèges, et à le faire le plus rapidement possible »*¹⁴.

La fragile position de l'Arabie saoudite

Selon Steven Ekevich, professeur à l'Université américaine de Paris, les attentats du 11 septembre *« ont provoqué la plus grave crise dans les relations américano-saoudiennes depuis l'embargo sur le pétrole en 1973-1974 à la suite de la "guerre du Kippour" et le soutien de Washington apporté à la défense d'Israël »*¹⁵.

Le gouvernement saoudien a répété à plusieurs reprises qu'il avait été lavé de tout soupçon lors de la publication en août 2004 du rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, créée en novembre 2002 par le Congrès américain, en se basant sur une phrase ambiguë de ce rapport.

Le gouvernement saoudien en a fait une lecture qui lui est favorable, mais d'autres font remarquer que le doute sur les implications saoudiennes subsiste bel et bien à la lecture de cette phrase. Steven Ekevich souligne certains termes de la phrase du rapport : *« Nous n'avons trouvé aucune preuve que le gouvernement saoudien, en tant qu'institution ou que des hauts fonctionnaires saoudiens ont financé individuellement Al Qaïda »*. Pour Steven Ekevich, *« il est plausible que quelques princes renflouaient les caisses d'Al Qaïda, utilisant "l'argent officiel" saoudien (et non leurs propres fonds privés), à condition que les actions financées se déroulent loin du royaume, écartant un danger susceptible de saper le régime de l'intérieur »*.

En faisant référence à cette phrase, le gouvernement saoudien joue avec les mots et paradoxalement montre la grande fragilité de sa position. De plus, pourquoi a-t-il développé une énergie considérable à vouloir empêcher que les victimes des attentats puissent engager des procès devant les tribunaux américains contre l'État saoudien ? Un tel acharnement pourrait être interprété comme une forme d'aveu.

* * *

Auteur

Bernard Adam a été le Directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) de 1979 à 2010.

-
1. Camille Lons, « [L'Arabie saoudite dans la lutte contre le terrorisme](#) », Les Clés du Moyen-Orient, 5 mars 2018.
 2. Alain Gresh et Dominique Vidal, « *Oussama Ben Laden, 1957-2011* », dans *Les Cent clés du Proche-Orient*, Ed. Fayard, 2011, et Jean-Pierre Filiu, « *La véritable histoire d'Al Qaïda* », Ed. Fayard, mars 2011.
 3. Denis Souchon, « *Héroïques hier, barbares aujourd'hui : quand les djihadistes étaient nos amis* », *Le Monde Diplomatique*, février 2016.
 4. « *11 septembre 2001 : l'Arabie saoudite mise en cause* », Plusnet, www.paperblog.fr, 3 mars 2012.
 5. « [11 Septembre : pas de liens entre l'Arabie saoudite et les attentats](#) », *Le Monde*, 16 juillet 2016.
 6. « *Moussaoui Calls Saudi Princes Patrons of Al Qaeda* », Scott Shane, *The New York Times*, 3 février 2015, et « *Ties Haunt Saudis as New Accusations Surface* », Ben Hubbard and Scott Shane, *The New York Times*, 4 février 2015.
 7. Michel Colomès, « [L'Arabie saoudite a-t-elle financé le 11 Septembre ?](#) », *Lepoint.fr*, 4 février 2015.
 8. Yves Bourdillon, « [11 Septembre : coup de froid entre les États-Unis et l'Arabie saoudite](#) », *LesEchos.fr*, 29 septembre 2016.
 9. « *White house: not in Saudi interest to destabilize global economy over 9/11 bill* », *Reuters*, 18 avril 2016.
 10. Michael Isikoff, « *In court filing, FBI accidently reveals name of Saudi officials suspected of directing support for 9/11 hijackers* », *News.yahoo.com*, 13 mai 2020.
 11. « *Le FBI révèle par erreur le nom d'un diplomate saoudien soupçonné d'aider les terroristes du 11 septembre* », *fr24news.com*, 13 mai 2020.
 12. « *L'administration Biden ouvre un nouvel examen des documents du 11 Septembre* », fr24news.com, 10 août 2021.
 13. Eric Tucker, « *20 years after 9/11, lawsuit against Saudis hits key moment* », *Associated Press*, 5 juillet 2021.
 14. « *L'administration Biden ouvre un nouvel examen des documents du 11 Septembre* », fr24news.com, 10 août 2021.
 15. Steven Ekevich, « *L'Arabie saoudite et les États-Unis : une alliance ambivalente et pérenne* », *Confluences Méditerranée*, Printemps-Eté 2016.